

Annulation du sommet SADC-Grands Lacs sur les rebelles rwandais FDLR

@rib News, 12/01/2015 – Source AFP – Un sommet des présidents de l'Afrique australe et de la région des Grands Lacs sur la question des rebelles rwandais dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), prévu cette semaine à Luanda, a été annulé, ont indiqué lundi les autorités angolaises. Ce sommet des chefs de l'État ne sera organisé car la décision d'engager une action militaire contre les FDLR a été prise et il ne reste maintenant qu'à mettre en œuvre, a déclaré Joaquim do Espirito Santo, directeur Afrique du ministère angolais des Relations extérieures.

L'organisation de ce sommet entre la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), présidée par le Sud-africain Jacob Zuma, et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), dirigée par l'Angolais José Eduardo dos Santos, avait été annoncée par Luanda puis confirmée par Pretoria. Elle devait décider des suites à donner au non-respect par les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), en action dans l'est de la RDC, de la date butoir 2 janvier qui leur avait été donnée pour déposer les armes et se rendre. L'ensemble des pays de la région ont affirmé leur soutien à une action militaire contre les FDLR sous l'égide de la Mission des Nations unies RDC (Monusco), mais sa concrétisation se fait attendre. Luanda et Pretoria ont toutefois annoncé le maintien d'une rencontre entre les présidents Zuma et dos Santos mercredi en Angola avec la RDC comme principal sujet de discussion et éventuellement des questions bilatérales. L'Afrique du sud, le Malawi et la Tanzanie participent notamment à la brigade d'intervention de la Monusco, forte d'environ 3.000 hommes et déployés dans les Nord-Kivu et Sud-Kivu, provinces de l'est de la RDC les plus affectées par les exactions des FDLR. Depuis des mois, l'ONU appelle les pays africains à s'engager plus massivement dans cette mission, dont les actions militaires doivent être autorisées par le gouvernement de Kinshasa, sans grand succès. L'ONU a multiplié ces derniers jours les pressions sur le gouvernement congolais pour le pousser à attaquer les rebelles. Vendredi, le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a déclaré que face aux FDLR, le désarmement forcé était désormais la seule option. Il s'effectuera au meilleur moment et sous la forme la mieux appropriée au regard de tous les paramètres à la disposition de nos forces de défense et de sécurité, a-t-il ajouté.

La Mission de l'ONU au Congo, sur place depuis 1999, est l'une des plus importantes dans le monde, avec plus de 25.600 employés, dont environ 21.200 soldats, observateurs militaires et policiers, et près de 4.000 civils. Les FDLR, dont plusieurs dirigeants sont accusés d'avoir participé au génocide de 1994 contre les Tutsi au Rwanda, compteraient aujourd'hui 1.500 à 2.000 combattants dissimulés dans les montagnes boisées de l'Est congolais, frontalier du Rwanda et du Burundi. Ses membres les plus anciens sont présents au Congo depuis 1994 et la milice est régulièrement accusée de pillages et d'atrocités contre les civils congolais.